Pakistan : un Échec étatique attesté par la démographie

Recteur Gérard-François Dumont [1]

La géographie politique ne peut ignorer le temps long de l'histoire. L'existence, en ce XXIe siècle, d'un État dénommé Pakistan ne peut se comprendre sans connaître l'histoire religieuse du monde marquée par plusieurs événements démographiques, dont l'Hégire, terme signifiant émigration. En effet, en 622, les Mecquois, mécontents du rôle de Mahomet qui était parvenu à réconcilier deux tribus rivales, les Aws et les Khazrajs, décident de l'assassiner. Mais ce dernier parvient à s'échapper le 16 juillet 622, date qui constitue le point de départ du calendrier musulman. L'islam se propage alors rapidement dans différentes directions [2] et notamment vers l'Asie du Sud.

Effectivement, dès ce VIIe siècle après Jésus-Christ, l'Inde fait face à une incursion de musulmans qui organisent des expéditions islamiques par la terre ou la mer. Comme l'Inde résiste [3] pendant plusieurs siècles aux tentatives d'expansion de l'Islam, elle ne commence à être soumise, dans sa partie septentrionale, qu'en 1192, après la victoire de Mohammad Ghôri. De 1192 à la fin du XVIIe siècle, donc pendant environ cinq siècles, plusieurs dynasties islamiques, comme les *Turko-Afghans* et, plus tard, les Moghols de l'Asie centrale, gouvernent de grandes parties de l'Inde. Mais, bien que les princes soient islamiques, l'Inde ne se convertit à l'islam que de façon minoritaire, plutôt dans ses régions du Nord, et n'abandonne nullement les principes fondamentaux de sa civilisation traditionnelle. Tout se passe comme si l'islamisation de l'ensemble des terres indiennes était limitée face à l'importance du peuplement du sous-continent indien, tandis que les masses indiennes parviennent à adapter leur mode de civilisation tout en étant politiquement dominées par des pouvoirs adhérant à une autre religion.

Au XIXe siècle, dans l'Inde devenue colonie britannique, l'importance de la minorité religieuse musulmane est attestée par les résultats du premier recensement effectué en 1881. Ceux qui se déclarent d'une religion d'origine indienne constituent 79 % de la population, parmi laquelle 95 % environ sont des Hindous. Parmi les 21 % restants de la population, environ 96 % sont musulmans. En 1906 est fondée la Ligue musulmane, *All India Muslim League* (*Muslim League* en abrégé) pour

1. Professeur à l'Université de Paris-Sorbonne, président de la revue Population & Avenir 191, rue Saint-Jacques, 75005 Paris, <www.population-demographie.org>, e-mail : Gerard-Francois.Dumont@paris-sorbonne.fr.

2. Cf. Gérard-François Dumont, *Démographie politique. Les lois de la géopolitique des populations*, Paris, Ellipses, 2007.

3. Ce qui contraste avec la conquête facile de territoires par les forces islamiques dans beaucoup d'autres parties du monde, au Moyen-Orient, en Afrique septentrionale, en Espagne ou dans les pays de la route de la Soie.

préserver les droits fondamentaux des Indiens musulmans. Elle est d'abord plutôt encouragée par les Britanniques et, d'une manière générale, plutôt favorable aux occupants [4]. En effet, conscients de la dualité religieuse indienne, mais aussi habiles à pratiquer le *divide and rule* (diviser pour régner), les Anglais instaurent en 1909 un électorat séparé au sein du Conseil législatif, dont une bonne partie des 66 membres sont désignés, en y faisant notamment élire [5] six personnes par la population musulmane des six provinces. Puis, en 1913, la Ligue décide de privilégier la lutte en faveur de l'indépendance de l'Inde, appelant à l'unité hindoue-musulmane dans une Inde unie et indépendante. Mais en 1940, au congrès de Lahore, par peur de la domination hindoue, elle adopte comme objectif la création d'un État islamique souverain séparé de la nation indienne indépendante qui était projetée.

UNE PARTITION NON PLÉBISCITÉE

Le 14 août 1947, aux autorités britanniques se substituent deux nouveaux États : l'Inde et le Pakistan. Ce dernier prend une forme bi-territoriale, puisqu'il recouvre deux régions septentrionales majoritairement musulmanes, situées de part et d'autre de l'Inde. À l'Est se trouve le Bengale oriental, à l'ouest, le Pendjab occidental, la Province de la frontière du nord-ouest, le Sind et le Baloutchistan [6]. Cette partition est souvent présentée comme voulue et imposée au dernier vice-roi, Lord Mountbatten, par les deux dirigeants indépendantistes, Jawaharlal Nehru l'Indien et Mohammed Ali Jinnah le Pakistanais, mais les rôles du premier et du Royaume-Uni sont parfois jugés très ambigus. Quant à Jinnah, plutôt favorable à une forme de confédération, il semble qu'il fut acculé à accepter la partition. Auparavant, Gandhi, de son côté, s'était opposé à toute indépendance dans ces conditions. L'historiographie officielle indienne tend à considérer Jinnah comme le seul responsable de la partition, omettant d'indiquer une autre hypothèse : les dirigeants indiens, vieillissants, auraient aspiré à accéder rapidement au pouvoir. La partition s'accompagne du déplacement dans des conditions dramatiques d'environ quatorze millions de réfugiés [7]. Dans un

4. La création du Parti du Congrès, tout comme celle de la Ligue, fut à tout le moins d'inspiration britannique, cf. Nathalène El Alami, *La stratégie politique du parti communiste indien (1936-1964). L'impact des influences étrangères*, thèse de doctorat, Université de Paris I, 2000, p. 43-44.

5. Au suffrage censitaire. Plus tard, les assemblées constituantes de l'Inde et du Pakistan, à la veille du départ des Britanniques, sont toujours élues selon ce mode.

6. Ou plutôt une partie de cette région, qui se trouve sur plusieurs États.

7. À ces convulsions s'ajoute, presque aussitôt, le problème de l'État princier du Jammu-et-Cachemire : le Cachemire est à très grande majorité musulmane, la province du Jammu à faible majorité musulmane, tandis que le Ladakh était composé de musulmans chiites et de bouddhistes en proportions à peu près égales. L'invasion de tribus pakistanaises, très probablement commanditées par certains « cercles de pouvoir » du nouveau Pakistan, pousse le Maharajah à demander l'aide de l'Inde, et le rattachement du Cachemire à New Delhi au grand soulagement des Cachemiris. À Jammu, l'attitude des tribus (qui mettent la Vallée du Cachemire à feu et à sang) est plus contrastée. Dans ses prémices en tout cas, il s'agit d'une guerre non officielle qui oppose l'Inde au Pakistan. Après la saisine indienne du Conseil de sécurité, le Pakistan est obligé d'admettre qu'il a envoyé des troupes au Jammu-et-Cachemire, probablement vers la fin de l'année 1947. Le Conseil de sécurité de l'Onu recommande l'organisation d'un référendum destiné à permettre aux populations cachemiries de choisir entre leur rattachement au Pakistan ou à l'Inde. Cette consultation, refusée par l'Inde, ne sera jamais organisée ; puis un cessez-le-feu intervient le 1er janvier 1949, cf. Nathalène Reynols, *Le Cachemire dans le conflit indo-pakistanais*

contexte de sanglants affrontements religieux, des musulmans de l'Inde fuient vers les deux parties du Pakistan, tandis que des hindouistes et des Sikhs, au nombre d'environ 10 millions [8], émigrent en Inde.

La nature et l'intensité de ces migrations marque dès l'origine les limites du projet pakistanais. En effet, si ce dernier avait été plébiscité, une partie importante des Indiens de confession musulmane auraient décidé de contribuer à la création d'une nation pakistanaise en migrant volontairement vers les régions du sous-continent indien attribué au nouvel État. Certes, une partie de la population musulmane des Indes britanniques a pu ressentir un attachement sentimental pour le slogan d'un *Pak-i-stan* (pays des purs). Mais de là à songer à un déracinement... Et Jinnah a bien des difficultés à rallier les provinces des Indes britanniques où la population est importante. En réalité, d'une part, ceux qui partent habiter au Pakistan le font rarement volontairement. En effet, le mouvement humain qui voit des hindouistes et sikhs rejoindre des territoires de l'Inde indépendante et des musulmans de ces territoires indiens partir pour le Pakistan est plutôt un exode que le signe d'une adhésion patriotique. L'histoire enseigne pourtant que ce type d'adhésion peut exister : la Grèce l'a connu lors de son indépendance [9], les pays d'Europe de l'Est après la chute du rideau de fer ou les pays européens de l'ex-URSS après la fin de l'empire soviétique. Mais, dans le sous-continent indien, ce sont les massacres et les rétorsions qui poussent des musulmans à partir, contraints et forcés. La meilleure preuve qu'il s'agit d'une migration d'exode est que le mot utilisé pour désigner au Pakistan ces émigrants est celui de Mohajirs (réfugiés), c'est-à-dire de populations civiles ayant dû fuir.

D'autre part, ces émigrants ne forment qu'une minorité de la population musulmane de l'Inde naissante. Seulement quelques millions de musulmans indiens gagnent le Pakistan, sans doute 7 millions, et leur nombre serait beaucoup plus faible sans les violences subies en Inde qui, rappelons-le, sont le pendant de celles subies au Pakistan par des hindouistes et des sikhs. Selon les statistiques religieuses de l'Inde, les territoires qui vont devenir ceux de l'Union indienne comptent, en 1941, 42 millions de musulmans, soit plus de 13 % de la population totale. Les 7 millions de musulmans partis pour le Pakistan ne représentent donc qu'une minorité, environ 16 % [10]. La création du Pakistan fonde donc un État islamique, mais ne change nullement la caractéristique plurireligieuse de l'Inde comptant, toujours après la partition, une importante minorité musulmane qui forme la deuxième communauté religieuse après les hindouistes, beaucoup plus nombreuse que les sikhs ou les chrétiens. En 1951, les chiffres indiquent 37,6 millions de musulmans dans

(1947-2004), Paris, L'Harmattan, Points sur l'Asie, 2005. Le recensement indien de 2001 indique 67 % de musulmans sur les 10,143 millions d'habitants du Jammu-et-Cachemire.

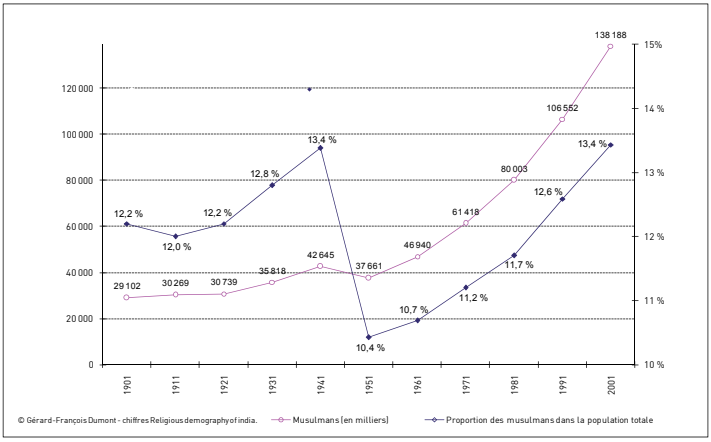
8. Chiffre avancé par Stanley Wolpert, *A New History of India*, New York, Oxford University Press, 2000, p. 348.

9. Mais cette période a peu duré devant l'incurie des premiers dirigeants de la Grèce indépendante.

10. Il est vrai que l'on trouve dans les archives britanniques trace d'une correspondance pakistanaise qui demande instamment à l'Inde d'arrêter le flux des réfugiés, les capacités d'accueil étant jugées dépassées. Discrètement, on tend alors à indiquer au Pakistan que le ***pays des purs*** n'a pas vocation à accueillir l'ensemble des musulmans du sous-continent.

l'Union indienne, soit une faible diminution en chiffres absolus par rapport à 1941, sachant que ce nombre résulte, bien entendu, de la combinaison des mouvements migratoire et naturel des musulmans indiens pendant la décennie considérée. En conséquence, en 1951, le poids démographique relatif des musulmans en Inde est abaissé à 10 %.

Figure 1 Les musulmans dans l'Union indienne



LA PROXIMITÉ GÉOGRAPHIQUE SANS EFFET SUR UN ÉVENTUEL ÉLAN NATIONAL

L'absence d'élan des musulmans de l'Inde pour participer à la construction d'une patrie des musulmans [11] aurait pu s'expliquer par la géographie religieuse du sous-continent indien. Rejoindre le Pakistan pouvait signifier une longue migration si les musulmans indiens avaient habité, avant 1947, essentiellement dans le Sud de l'Inde. Mais ce n'est nullement le cas. Les régions indiennes où la proportion de musulmans dans la population totale est la plus élevée sont, pour des raisons historiques liées à la conquête musulmane terrestre venue d'Asie occidentale, celles du Nord du pays, donc les plus proches des deux parties du Pakistan naissant.

Les seules exceptions sont des régions dont la proportion significative de musulmans se fonde dans une islamisation par la voie maritime. Ainsi la population de l'État du Kerala, au sud-ouest, est-elle musulmane à 25 % [12], comme celle de l'État, également maritime, de Goa à 6,8 % seulement, et celle de Daman-et-Diu à 30 %. Celle des îles Laquedives, dont une partie est d'origine arabe, à 200 km au large du

11. En 1956, cette patrie des musulmans est officiellement proclamée République islamique sous la pression des courants religieux. Ce n'était en aucun cas le dessein de Jinnah.
12. <http://censusindia.gov.in/Census_Data_2001>.

Kerala, est musulmane à 94 % [13]. Une même logique maritime s'applique aux îles Andaman et Nicobar au large du sud-est du sous-continent, avec une population à 82 % musulmane. Mais les grandes masses musulmanes de l'Inde sont sur les franges nord-ouest et nord-est, à proximité des deux territoires formant le Pakistan. Les musulmans indiens n'ont donc nullement « voté avec leurs pieds » pour la construction d'un État qui leur fût propre. Les caractéristiques et l'importance relative de l'émigration des musulmans indiens de 1947 atteste un échec originel du Pakistan. Puis l'histoire du pays va connaître un deuxième échec, fondé sur un refus de voir démographique.

LA DEUXIÈME PARTITION FONDÉE SUR UN REFUS DE VOIR DÉMOGRAPHIQUE

Pendant les premières années suivant sa naissance, l'État pakistanais éprouve des difficultés à s'organiser et se stabiliser. Il faut attendre 1952 pour le choix d'une langue nationale, l'ourdou. Mais, comme cette langue est surtout pratiquée dans les provinces de l'Ouest [14], la province orientale connaît d'importantes manifestations dont la répression entraîne la mort de quatre étudiants et, en 1954, le bengali est déclaré seconde langue officielle par l'Assemblée constituante.

Quant à la Constitution du Pakistan, laquelle reconnaît le bengali comme langue nationale au même titre que l'ourdou, elle ne sera proclamée qu'en mars 1956, donc neuf ans après l'indépendance. Elle fait du Pakistan une République islamique, parlementaire et fédérale. Mais les États fédérés sont, en réalité, étroitement contrôlés par l'État central, au sein duquel l'armée s'affirme, puis fonctionne comme un État dans l'État, à compter du premier coup d'État militaire de 1958.

En dépit de leur caractéristique commune d'être majoritairement musulmans [15], le Pakistan occidental et le Pakistan oriental ont des identités géographiques et culturelles différentes. Or, le gouvernement central d'Islamabad [16] agit comme si l'ensemble des territoires pakistanais formait un ensemble totalement homogène. Et le Pakistan occidental domine très largement les instances gouvernementales alors que les Bengalis sont plus nombreux : en 1950, le Pakistan oriental compte 45,6 millions d'habitants contre 39,4 millions au Pakistan occidental ; en 1960, le Pakistan oriental compte 54,6 millions d'habitants contre 50,4 au Pakistan occidental. Dans ces conditions, le Pakistan oriental se considère comme sous-représenté à l'Assemblée nationale siégeant à Islamabad et, plus encore, au gouvernement. Face à ses réclamations, en 1962, le Pakistan oriental obtient sur le papier un principe de pa-

13. Sur une population totale de seulement 60 650 habitants au recensement de 2001.
14. Le berceau de l'ourdou est en Inde. C'est donc la langue des réfugiés Mohajirs.
15. Leur géographie religieuse est néanmoins différente dans la mesure où demeure une importante minorité hindouiste au Pakistan oriental. Toutefois, cette minorité connaît au fil du temps une forte émigration vers l'Inde, sous une forme souvent forcée.
16. Nouvelle ville au nom emblématique de l'identité pakistanaise, remplaçant Karachi comme capitale politique en 1967, et permettant d'affirmer la suprématie pendjabie.

rité, tout théorique au regard des réalités démographiques et, surtout, des pratiques politiques, car le Pakistan occidental continue d'imposer ses vues. Par exemple, en 1966, le président de la Ligue Awami, très implantée au Bengale Mujibur Rahman, réclame la pleine application de la résolution de Lahore de 1940 visant à former une confédération pakistanaise. Il est arrêté pour complot contre la sécurité de l'État, et suspecté d'être soutenu par l'Inde.

Le 7 décembre 1970, la Ligue Awami gagne les élections législatives [17] au Pakistan oriental, et, comme celui-ci est la partie la plus peuplée du pays, cette victoire devrait conduire à la désignation d'un Premier ministre bengali, perspective inacceptable pour le Pakistan occidental. Ce dernier, afin d'assurer son pouvoir, lance en mars 1971 de violentes attaques militaires contre les habitants du Bengale oriental dont les dirigeants sont accusés de séparatisme. Cette action militaire a un effet boomerang et débouche rapidement, le 16 décembre 1971, sur l'indépendance du Bangladesh, amputant le Pakistan de 144 000 km ^{2} de territoire.

Le refus de prendre en compte le poids démographique relatif des territoires pakistanais bengalis conduit donc à un nouvel échec avec la partition du Pakistan. C'est la fin de la « théorie des deux nations ». Au fil des décennies, un troisième échec est mis en évidence par le manque d'attractivité du pays, après comme avant la création du Bangladesh.

UN PAYS SANS ATTRACTIVITÉ

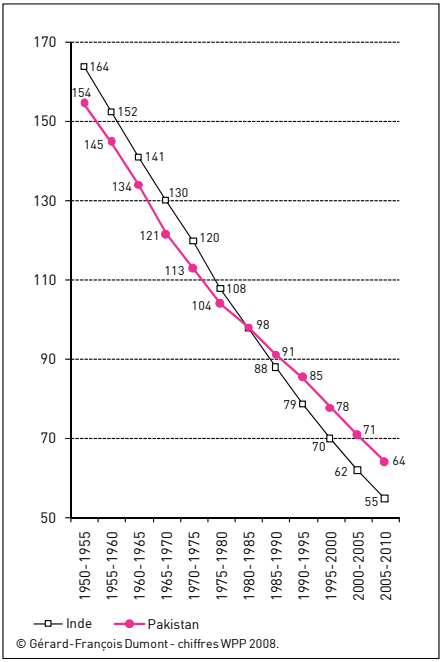
En effet, si nous revenons à l'année 1947, il est possible d'avancer l'idée que, si l'on fait exception des populations musulmanes forcées au départ par l'enclenchement de la dynamique du « carnage communautaire », les musulmans de l'Inde naissante auraient pu alors pratiquer le *wait and see*, donc le pragmatisme, et attendre pour rejoindre le Pakistan son éventuelle réussite. En réalité, seule une élite musulmane fut attirée par le slogan « pays des purs ». Effectivement, si le développement de l'État pakistanais avait été incontestablement meilleur que celui de l'Inde, des musulmans indiens auraient sans doute décidé, dans les décennies qui ont suivi l'indépendance, d'émigrer vers le Pakistan sous l'effet de logiques migratoires classiques : des effets d'attirance à partir d'un pays correspondant à leur identité religieuse et participant d'un meilleur essor économique que l'Inde tout comme des effets de repoussement en raison de l'existence des tensions périodiques entre communautés au sein de l'Inde.

Mais la démographie permet de montrer que ces effets possibles d'attraction du Pakistan et de repoussement de l'Inde ne se sont nullement exercés. Le développement du Pakistan a été inférieur à celui de l'Inde, comme en témoignent plusieurs indicateurs démographiques, à commencer par la mortalité infantile qui démon-

17. Elles sont remportées, au Pakistan occidental, par le Parti du peuple pakistanais d'Ali Bhutto.

tre un échec relatif du Pakistan [18]. En effet, les évolutions chiffrées, indiquées par l'Onu [19], sont plus favorables à l'Inde qu'au Pakistan. Au début des années 1950, le niveau de mortalité infantile est de 164 décès d'enfants de moins d'un an pour mille naissances en Inde, supérieur à celui du Pakistan, alors de 154. Au cours des décennies suivantes, des progrès sont effectués dans les deux pays, puisque ce taux est en baisse régulière. Néanmoins, la diminution est plus intense en Inde qu'au Pakistan : pour la période 2005-2010, l'Onu chiffre le taux de mortalité infantile du Pakistan à 64 pour mille et celui de l'Inde à 55 pour mille. Si l'on prend une autre estimation, celle du Population Reference Bureau pour 2009, l'écart est encore plus net : un taux de mortalité infantile de 67 pour mille au Pakistan et de 55 en Inde [20] ; les estimations de l'U.S. Census Bureau [21] (États-Unis) sont différentes, mais indiquent un écart dans le même sens : 67 pour mille pour le Pakistan et 51 pour mille pour l'Inde.

Figure 2 Les taux de mortalité infantile en Inde et au Pakistan

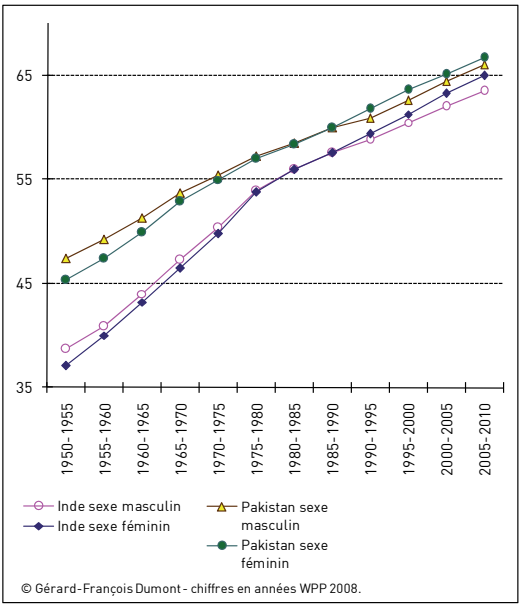


Un autre indicateur du développement, en partie dépendant du niveau de la mortalité infantile, est l'espérance de vie. Selon les chiffres de l'Onu, la situation du début des années 1950 est favorable au Pakistan : l'espérance de vie à la naissance des hommes y est de 47,4 ans contre 38,7 ans pour l'Inde ; du côté du sexe féminin, l'espérance de vie à la naissance est de 45,3 ans au Pakistan et de 37,1 ans en Inde. Au cours de la seconde moitié du XX[e] siècle, chaque pays réalise des progrès, mais ils sont meilleurs en Inde par rapport au Pakistan. En effet, l'espérance de vie à la naissance des hommes augmente en Inde de 38,7 ans en 1950-1955 à 63,5 ans en 2005-2010 tandis qu'elle s'accroît de 47,4 à 66,0 ans au Pakistan. Donc l'écart entre les deux pays pour le sexe masculin qui était de 8,7 ans en faveur du Pakistan en 1950-1955

18. Cet échec s'explique aussi par les intérêts des grandes familles qui bénéficiaient à la campagne de la perpétuation du modèle « féodal » ; le pouvoir politique tendit (au Pakistan plus qu'en Inde) à ne pas contrarier cet équilibre, cf. Tariq Ali, *The Duel : Pakistan on the Flight Path of American Power*, Simon & Schuster, 2008.
19. Population Division of the Department of Economic and Social Affairs of the United Nations Secretariat, *World Population Prospects: The 2006 Revision*.
20. La population des continents et des États », *Population & Avenir*, n°695, novembre-décembre 2009.
21. U.S. Census Bureau, International Data Base.

diminue à 2,5 ans en 2005-2010. Pour le sexe féminin, l'espérance de vie à la naissance passe au Pakistan de 45,3 ans en 1950-1955 à 66,7 ans en 2005-2010 et, en Inde, de 37,1 ans à 65 ans. L'écart entre les deux pays s'inverse, puisque l'espérance de vie des femmes indiennes, qui était inférieure de 8 ans à celle des femmes pakistanaises, ne l'est plus que de 1,7 ans.

Figure 3 L'espérance de vie à la naissance en Inde et au Pakistan



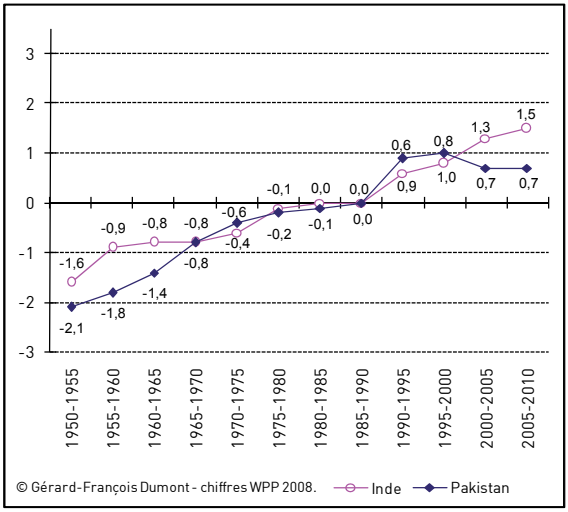
Les estimations 2009 de l'US census bureau confirment les meilleurs progrès de l'Inde, avec, pour les hommes, une espérance de vie à la naissance de 63,5 ans au Pakistan et 65,13 ans en Inde et, pour les femmes, 67,11 ans au Pakistan et 67,17 ans [22] en Inde.

Les différences d'espérance de vie à la naissance selon les sexes sont importantes car elles traduisent le caractère plus ou moins paritaire du développement. Il est en effet acquis que l'espérance de vie à la naissance des femmes est inférieure à celle des hommes lorsque le niveau de développement est très faible, notamment en raison de l'importance de la mortalité maternelle. Il est également certain qu'un faible écart de l'espérance de vie à la naissance au profit des femmes signifie une situation où l'égalité entre les sexes est peu respectée, où, par exemple, qu'il est porté moins d'attention à la santé des filles qu'à celle des garçons. L'évolution de l'écart entre l'espérance de vie à la naissance du sexe féminin et du sexe masculin montre une amélioration de la situation dans les deux pays puisque l'écart négatif des années 1950, 1960 et 1970 devient ensuite positif dans les années 1990. Mais, en même temps, alors que l'écart se creuse en Inde au profit des femmes, ce qui peut s'expliquer à la fois par un meilleur effort pour faire reculer la mortalité maternelle et par une meilleure considération relative à la santé du sexe féminin, l'écart stagne au Pakistan, ceci pouvant s'expliquer à travers le type d'islamisation mis en oeuvre et soutenu par les régimes politiques. En effet, parmi les nombreux textes allant dans ce sens, on peut citer ce décret typique

22. La livraison par le *Census bureau* de deux chiffres après la virgule ne doit pas être considérée comme une preuve de fiabilité, mais seulement comme le résultat des calculs usant de l'informatique.

du 10 février 1979 qui conforte une orientation dans le sens d'une application de la *sharī'a* au Pakistan, décidant que le témoignage d'une femme – même policière – est fixé à la moitié de la valeur d'une déposition masculine.

Figure 4 Les différences d'espérance de vie à la naissance entre le sexe féminin et le sexe masculin en Inde et au Pakistan



Ces chiffres démographiques permettent de mesurer pourquoi les Indiens de confession musulmane, malgré les difficultés qu'ils peuvent rencontrer et exerçant plutôt dans des fonctions économiques subalternes ou étant parfois maltraités, ne considèrent pas le Pakistan comme un pays attirant et encore moins comme un paradis islamique [23]. En conséquence, on n'observe aucune émigration d'Indiens musulmans vers le Pakistan et l'Inde devient de plus en plus un grand pays d'islam, comptant davantage de musulmans que n'importe lequel des pays arabes. Effectivement, le nombre d'Indiens de confession musulmane augmente en chiffres absolus et relatifs, de 37,7 millions en 1951 à près de 47 millions en 1961, 61,4 millions en 1971, 80 millions en 1981, 106,5 millions en 1991 et 138,2 millions au recensement de 2001. Certes, cette augmentation s'explique par la logique de la transition démographique, notamment par la baisse de mortalité infantile précisée *supra* comme par l'espérance de vie augmentée, donc par un fort accroissement naturel en raison d'une natalité supérieure à celle de la mortalité. Mais, outre leur poids absolu qui monte, les Indiens de confession musulmane sont en proportion croissante. Après avoir baissé, comme nous l'avons vu à 10,4 % à la suite des deux déplacements de 1947 (départ de musulmans et arrivées d'hindouistes et de sikhs), leur part croît à plus de 11 % en 1971, 12,6 % en 1991 et 13,4 % en 2001. En effet, la fécondité des Indiens de confession musulmane est plus élevée que la moyenne nationale, en particulier du fait qu'ils appartiennent majoritairement à des catégories sociales inférieures.

23. Des musulmans indiens pourraient aussi avoir peur d'émigrer, en raison de la suspicion d'espionnage susceptible de peser sur eux.

Autrement dit, il n'y a jamais eu autant de musulmans en Inde que depuis qu'a été créé dans le sous-continent un État dont la vocation était de les regrouper ou, pour ceux qui seraient restés en Inde, de leur permettre d'accéder à un meilleur développement grâce à leurs frères pakistanais.

DEUX SYSTÈMES MIGRATOIRES DIFFÉRENTS

Un dernier élément démographique permet de mesurer l'échec national pakistanais : la comparaison entre les systèmes migratoires des deux pays. Selon une première approche, le Pakistan et l'Inde peuvent donner l'impression, par exemple à l'étude des fortes migrations de travail entre le sous-continent indien et les pays du Golfe [24], que les deux pays ont le même système migratoire. Par exemple, on trouve dans le Golfe à la fois de nombreux immigrants pakistanais comme ceux qui assurent les fonctions de taxi à Abu Dhabi, et de nombreux immigrants indiens comme ceux qui tiennent divers commerces à Dubaï, sans oublier tous ceux, Indiens ou Pakistanais, qui travaillent sur les chantiers.

Photo 1 Un taxi à Abu Dhabi. Si l'on pratique l'ourdou, on ne prend aucun risque à lui parler dans cette langue ; il est quasi-certain qu'il est pakistanais



© Cliché Gérard-François Dumont, 2007

Photo 2 Une camionnette à Dubaï. Elle est peinte d'une publicité vantant ses produits du Kerala, essentiellement à des immigrants du Kerala.



© Cliché Gérard-François Dumont, 2007

Incontestablement, les deux pays connaissent une semblable émigration économique de personnes à la recherche de meilleurs revenus et souhaitant pouvoir envoyer des remises à leur famille restée au pays [25]. Mais les résultats économiques moyens des deux émigrations sont différents et paraissent parallèles aux évolutions de leurs deux pays dans le développement. La nature qualitative de l'émigration des deux

24. Cf. Ali Kaouci, « Dix millions d'émigrants dans le golfe », *Population & Avenir*, n° 666, janvier-février 2004.
25. Cf. Gérard-François Dumont, « Les transferts de fonds des migrants : une géographie diversifiée », *Population & Avenir*, n° 688, mai-juin 2008.

pays est dissemblable, ne serait-ce qu'en raison du niveau moyen de qualification. L'Inde dispose d'un système de formation de meilleur niveau, alors que les dirigeants du Pakistan ont longtemps favorisé - l'islam étant placé au fondement de l'identité du pays - l'expansion des madrasas, ces écoles religieuses qui se sont révélées être « des pépinières d'islamistes radicaux » [26], plutôt que des formations professionnelles [27]. D'ailleurs, conscients de la qualité de certaines formations indiennes, les États-Unis et l'Europe cherchent à attirer des Indiens qualifiés. L'Allemagne affichant un bel exemple de cette démarche en 2000 dans le domaine de l'informatique.

En conséquence, par exemple au Royaume-Uni comme aux États-Unis, la diaspora pakistanaise réussit en moyenne moins bien que la diaspora indienne, que cette diaspora indienne soit de confession hindouiste ou musulmane. Tout se passe comme si d'une part les diasporas indiennes peuvent se référer à un pays qui n'est certes pas parfait mais dont l'identité est claire, car ses institutions politiques sont établies, sa dimension géopolitique reconnue, et son fonctionnement démocratique et fédéral l'inverse des difficultés institutionnelles que le Pakistan connaît depuis son indépendance. Tout se passe comme si les membres des diasporas pakistanaises subissaient la question identitaire de leur pays d'origine, alors que les diasporas indiennes, fières de leur pays d'origine, éprouvent moins de complexe à entreprendre et à réussir leur intégration lorsqu'elles se retrouvent dans un pays du Nord. D'ailleurs, les diasporas indiennes ont développé des attaches institutionnelles régulières avec les autorités politiques de leur pays d'origine [28].

L'Angleterre fournit une donnée démographique qui montre la différence entre les comportements des diasporas de deux pays. Si l'on considère que le niveau de fécondité est un indicateur d'intégration, donc qu'une communauté issue de l'immigration est mieux intégrée lorsque sa fécondité se trouve plus proche de la fécondité de la population autochtone, les résultats des statistiques ethniques délivrées par l'office des statistiques nationales anglaises [29] sont éclairants : alors que la fécondité des « blancs britanniques » est de 1,73 enfant par femme en 2001-2003, celle des Indiens « ethniques », donc qu'ils soient ou non de nationalité britannique, est de 1,50 et celle des Pakistanais « ethniques » de 2,24 enfants par femme [30].

Une autre différence des systèmes migratoires pakistanais et indien tient à l'immigration. Le Pakistan, outre les réfugiés d'Afghanistan, reçoit surtout des jeunes venant du Moyen-Orient ou de pays du Nord voulant se former à une conception

26. Cf. Frédéric Bobin, « Le Pakistan, crise multiforme », *Le Monde*, 30-31 décembre 2007.
27. On peut songer aussi à l'application cynique d'un principe appliqué implicitement par des pouvoirs peu motivés par le bien commun : « pas d'élite, pas d'ennuis ». En outre, le contexte qui fit suite à l'intervention soviétique en Afghanistan permit, d'ailleurs, la diffusion du wahhabisme ; et les madrasas fleurirent.
28. Cf. Gérard-François Dumont, « Un nouvel acteur géopolitique : la diaspora indienne », *Géostratégiques*, n° 19, avril 2008.
29. Cf. P. Large, K. Ghosh, « Estimates of the population by ethnic group for areas within England », *Population Trends, The Office for National Statistics* (ONS), n° 124, été 2006, p 8-17.
30. Cf. Laurent Chalard, Gérard-François Dumont, « Des statistiques «ethniques» en Angleterre à la situation française », *Population & Avenir*, n° 681, janvier-février 2007. Même si on désapprouve toute idée de statistiques ethniques en France, le scientifique ne peut s'interdire d'étudier ce qui est publié à l'étranger de façon complètement officielle.

plutôt fondamentaliste de l'islam. D'ailleurs, en 1980, le gouvernement du général Zia qui rendit par ailleurs obligatoire la *zakât* – l'aumône musulmane - contribua à la création à Islamabad d'une université islamique internationale chargée de former des théologiens intégristes. Le Pakistan, dont la situation politique exerce peu d'effets d'attirance, ne bénéficie guère de migrations entrepreneuriales [31], alors que l'Inde en profite incontestablement, surtout depuis sa politique d'ouverture inaugurée en 1991, ce qui lui permet d'attirer des personnes qualifiées issues de pays du Nord susceptibles en outre de transmettre des savoir-faire ou de contribuer à des échanges favorables au progrès technique.

LE PAKISTAN À L'ÉCART DE LA RECOMPOSITION DU DIRECTOIRE MONDIAL

Enfin, l'échec du Pakistan se mesure à l'aune de sa place géopolitique qui ne parvient pas à valoriser son poids démographique relatif. Compte tenu de son sixième rang en nombre d'habitants dans le monde, le Pakistan pourrait revendiquer une forte présence dans les instances internationales ou se trouver impliqué dans le cadre de la recomposition en cours du directoire mondial, qu'il s'agisse du G8 ou de la réforme du Conseil de sécurité de l'Onu.

Prenons le cas du G8, créé en 1975 à l'initiative du Président Giscard d'Estaing en tant que groupe de discussion et de partenariat entre les pays les plus puissants du monde. C'est d'abord un G6 avec les États-Unis, le Japon, l'Allemagne, le Royaume-Uni, la France et l'Italie. En 1976, il devient G7 avec l'intégration du Canada. Douze ans plus tard, en 1998, le groupe s'élargit à la Russie pour devenir le G8. Hormis la Russie, l'Europe à elle seule y compte donc quatre représentants, soit l'Allemagne, le Royaume-Uni, la France et l'Italie, des pays qui comptent chacun moins, et même nettement moins, de 100 millions d'habitants. Le plus peuplé de ces quatre pays, l'Allemagne, se trouve au quatorzième rang dans le monde [32] par le nombre d'habitants et les trois autres sont au-delà du vingtième rang. En outre, le poids démographique relatif de ces pays ne cesse de diminuer : malgré un solde migratoire positif et ses effets sur la natalité en Allemagne, la population de ce dernier pays diminue [33]. Les populations du Royaume-Uni et de France augmentent, mais cette évolution doit beaucoup à l'importance de leur solde migratoire et à ses effets indirects sur le solde naturel. L'Italie présente un solde naturel négatif et sa croissance 2007 n'est due qu'à une très forte immigration, avec un solde migratoire

31. J'ai défini ainsi « tout type de migration lié aux décisions d'entreprises faisant migrer leurs collaborateurs face aux évolutions des marchés ou d'actifs souhaitant bénéficier de territoires leur donnant davantage de satisfaction professionnelle », cf. Gabriel Wackermann, (éd.), *Dictionnaire de Géographie*, Paris, Ellipses, 2005.
32. Cf.. « La population des continents et des États », *Population & Avenir*, n° 685, novembre-décembre 2007 pour l'année en question.
33. Cf. Josef Schmid, « L'Allemagne encore divisée... démographiquement », *Population & Avenir*, n° 678, mai-juin 2006, www.population-demographie.org

estimé à 454 000 [34]. Dans le même temps, la croissance démographique des treize pays du monde plus peuplés que l'Allemagne est nettement positive, à l'exception du Japon [35], et beaucoup plus élevée.

C'est pourquoi, en 2008, le G8 n'est guère représentatif, ne regroupant que 13,1 % de la population mondiale ; aussi le Président Nicolas Sarkozy prône-t-il son élargissement [36] à cinq pays émergents : la Chine, l'Inde, le Brésil, le Mexique et l'Afrique du Sud qui ont été invités à participer partiellement au sommet de juillet 2008 au Japon. Les deux premiers sont les pays les plus peuplés du monde, avec chacun presque un cinquième de la population mondiale. Le Brésil est au cinquième rang dans le monde pour son nombre d'habitants ; le Mexique au onzième rang. Enfin, l'Afrique du Sud est certes assez peu peuplée (48 millions d'habitants), mais son PIB par habitant est cinq fois plus élevé que la moyenne de l'Afrique et, compte tenu de son histoire, personne ne conteste que ce pays puisse aussi symboliquement représenter l'Afrique, au moins l'Afrique subsaharienne, puisque la géopolitique interne du Nigeria, trois fois plus peuplé, n'est pas stabilisée [37]. La population cumulée des cinq pays ci-dessus atteint 2 792 millions d'habitants, soit 42,2 % de la population mondiale. Ainsi un G8+5 devient représentatif du monde, puisque ses pays totalisent ensemble 3 663 millions d'habitants, soit plus que la moitié, 55,3 % exactement, de la population mondiale.

Le fait qu'aucun des membres du G8 n'ait jamais envisagé de demander au Pakistan de participer, même à une partie des sommets, pouvait se justifier parce que celui-ci se trouve limitrophe de deux pays concernés par le projet G8+5, l'Inde et la Chine. Mais il convient de noter que la proposition du Président de la République Française incluait le Mexique limitrophe des États-Unis dont la population est inférieure d'un tiers à celle du Pakistan, et alors que les Mexicains peuvent se sentir représentés à travers le pays de leurs cousins ou frères d'origine, assez souvent naturalisés américains, dans un pays où se pratique le *jus soli*, l'enfant d'un immigré né aux États-Unis ayant vocation à avoir la nationalité des États-Unis. Puis l'idée d'un G8+5 s'est transformée en G20, toujours sans comprendre le Pakistan, qui s'est réuni pour la première fois à Washington en novembre 2008. Notons que les habitants d'un Pakistan qui serait, institutionnellement, partie d'une confédération du sous-continent indien se sentiraient représentés dans le G20 [38].

***

34. Eurostat, Premières estimations démographiques pour 2007, 3/2008.
35. Cf. Estelle Ducom, « Le Japon, un laboratoire du vieillissement », *Population & Avenir*, n° 683, mai-juin 2007.
36. *Le Monde*, 8 juillet 2008, p. 4.
37. Cf. Emmanuel Igah, « Le Nigeria, géopolitique et population », *Population & Avenir*, n°682, mars-avril 2007.
38. Qui est en fait un G19+1, le vingtième étant le représentant de l'Union européenne. Cf. Dumont, Gérard-François, Verluise, Pierre, *Géopolitique de l'Europe*, Paris, Sedes, 2009.

Tout un ensemble d'éléments démographiques permettent de montrer l'échec étatique du Pakistan et pourquoi l'année 2007, qui aurait dû être la grande fête du soixantième anniversaire de sa création, a été celle de mauvaises nouvelles dont l'assassinat, qui plus est non élucidé, de Benazir Bhutto [39]. L'analyse démographique atteste « de la faillite de cet État conçu, rêvé pour être le refuge des musulmans de l'ancien Raj [40] britannique » [41]. Quant à la chroniqueuse Munizeh Zuberi, elle écrit en 2008 : « Le Pakistan est au point mort. Il n'y a pour ainsi dire aucune structure gouvernementale en état de fonctionner » [42]. En outre, la difficulté du Pakistan à se forger une identité provient aussi d'une politique qui n'a pas su mettre en oeuvre les synergies nécessaires entre différentes ethnies, Pendjabis, Sindis, Baloutches, Pachtouns, Mohajirs (réfugiés de l'Inde)…, ce qui est une autre question de démographie politique.

39. Khalid Shahenshah, Le chauffeur de Benazir Bhutto assassinée le 27 décembre 2007, a été assassiné à son tour le 22 juillet 2008 alors qu'il s'apprêtait à témoigner devant la commission d'enquête de l'Onu.
40. Dénomination non officielle de la période de domination britannique sur le sous-continent indien.
41. Cf Frédéric Bobin, « Le Pakistan, crise multiforme »,*op. cit.*
42. *Courrier international*, n° 925, 24 au 31 juillet 2008.